



Rapport annuel *2020*

L'agriculture a bien résisté à la crise

Coronavirus : ce mot a été de loin le plus entendu et le plus discuté en 2020. Dans l'agriculture, à l'exception de certaines productions, notamment celles directement concernées par les restrictions de rassemblements et au niveau de la restauration, les effets négatifs ont été moins importants que dans d'autres secteurs. En majeure partie, les récoltes et les prix ont eux aussi affiché de bons niveaux. L'Union suisse des paysans s'est investie pour se préparer aux votations de juin 2021.

Chères paysannes, chers paysans,

Il y a fort à parier que l'année 2020 restera longtemps dans les mémoires. La raison principale en est l'apparition du coronavirus, lequel tient en haleine la population, l'économie et les autorités depuis mars 2020. Après un léger répit en été, la situation s'est à nouveau dégradée vers la fin de l'année. De nombreux événements, dont notre Assemblée des délégués, n'ont pas pu avoir lieu comme d'habitude. Dans ces circonstances particulières, un nouveau directeur a repris les rênes de l'USP. En effet, Jacques Bourgeois a pris sa retraite fin mars, laissant sa place à Martin Rufer, jusque-là responsable du département Production, marché et écologie. Ce département a trouvé un nouveau chef en la personne de Michel Darbellay. Celui-ci était auparavant à la tête d'AgriJura. Fin 2020, notre équipe était donc à nouveau complète et prête à affronter les défis de la nouvelle année.

« Après le remaniement de sa direction, l'USP est prête à affronter l'avenir. »

À l'exception de certaines productions, le secteur agricole est ressorti en grande partie indemne de cette année de pandémie. Cette situation tient entre autres à la forte résilience dont ont fait preuve les familles paysannes concernées, par exemple lors de la fermeture des marchés hebdomadaires. Après une phase de transition, ces familles sont aussi parvenues à compenser la perte, parfois que partiellement, de l'important débouché que constitue pour elles le secteur de la restauration. Les magasins de ferme ont même connu un véritable boom. À présent, le défi consiste à pérenniser



cet effet positif en soulignant les aspects de la proximité et de la sécurité d'approvisionnement dans notre communication. D'un point de vue purement agricole, l'année 2020 s'est révélée positive pour la majorité des exploitations. Après un début de sécheresse au printemps, la pluie est tombée au bon moment. Les rendements des cultures étaient bons pour la plupart. Le secteur animal a connu une production stable et des prix réjouissants. Les problèmes ont surtout frappé les betteraviers, avec de nouvelles pressions phytosanitaires, ainsi que les viticulteurs et les éleveurs de veaux, qui ont beaucoup peiné à écouler leur production suite à la fermeture des restaurants.

Le confinement ordonné au printemps a repoussé des échéances politiques. Aussi les

examens et la votation sur les deux initiatives populaires « Pour une eau potable propre » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » ont-ils pris du retard. Nous savons désormais que cette votation aura lieu le 13 juin 2021. Le gouvernement comme les Chambres fédérales recommandent sans réserve de rejeter les deux objets. Cependant, il ne sera pas chose aisée de convaincre le peuple de glisser un double non dans l'urne. La nouvelle classification de deux métabolites du principe actif chlorothalonil et les nouvelles exigences quantitatives qui en ont résulté ont donné lieu à des dépassements dans de nombreuses zones de culture des champs. Les médias en ont abondamment fait écho. Les autorités ont contribué à cette hystérie inutile ou, du moins, n'ont pas pris de position tranchée. Il se trouve en effet

que la qualité de l'eau potable ne s'est pas détériorée et qu'elle ne présente pas le moindre danger pour la santé humaine.

« Malgré la pandémie, l'année peut être qualifiée, dans l'ensemble, de bonne pour l'agriculture. »

Le message inacceptable qu'a présenté le Conseil fédéral sur l'évolution future de la politique agricole à partir de 2022 (PA22+) n'a pas non plus aidé à clarifier le débat public. Approuvé en l'état, ce message entraînerait une chute du taux d'auto-provisionnement, une augmentation de la charge administrative et une douloureuse diminution du revenu sectoriel. Comme il ne peut servir de base de discussions, nous nous sommes engagés lors des débats parlementaires pour son rejet et avons plébiscité au final la suspension proposée. Le Conseil des États a inclus certains thèmes de la PA22+ dans une initiative parlementaire. Celle-ci fixe des objectifs et des délais contraignants pour les produits phytosanitaires, et constitue donc une réponse crédible aux deux initiatives populaires. Les risques auxquels sont exposés les eaux de surface, l'eau potable et les habitats proches de l'état naturel à cause de l'utilisation de produits phytosanitaires devront ainsi être réduits de 50% d'ici à 2027. L'initiative concerne aussi l'utilisation de ces produits et des biocides en dehors de l'agriculture. Les incidences seront importantes pour l'agriculture, s'agissant de la mise en œuvre de cette initiative parlementaire.

Vers la fin de l'année, la planification de la campagne de votation était déjà bien avancée. Tout

le monde participe et doit apporter sa pierre à l'édifice, même les familles paysannes, qui sont non seulement les principales concernées, mais aussi les ambassadrices les plus crédibles de leur propre cause! Nous sommes convaincus que, en unissant nos forces et en faisant appel à l'investissement de tout un chacun, nous parviendrons à faire comprendre à la population que ces initiatives vont trop loin, qu'elles ratent leur cible et qu'elles auraient d'énormes conséquences pour l'ensemble du secteur agricole et alimentaire suisse. Dans ce cadre, il reste important de montrer que l'agriculture n'a pas l'intention de faire du surplace, mais qu'elle travaille sans relâche à de nouvelles améliorations. Nous aurons donc du pain sur la planche en 2021.

« Un grand engagement collectif nous permettra de remporter la votation. »

Chères paysannes, chers paysans, nous tenons à vous remercier de votre confiance et espérons que nous continuerons à la mériter à l'avenir. Les occasions de faire nos preuves ne manquent pas!



Markus Ritter
Président

Martin Rufer
Directeur

Sommaire

Éditorial	2
Nos activités en 2020	4
L'année agricole	9
En interne	10
Organigramme	11
Les travaux dans les organes	12
Le Comité	13
Les travaux en cours	14

Crédits photos

OrTra AgriAliForm, Shutterstock,
Union suisse des paysans

**Vous trouverez la vidéo
du directeur ici :**



Notre travail en bref

*Voici une sélection des thèmes qui nous ont occupés en 2020.
Rendez-vous sur notre site web pour un aperçu détaillé des objectifs et
des mesures définis dans le Programme d'activités.*

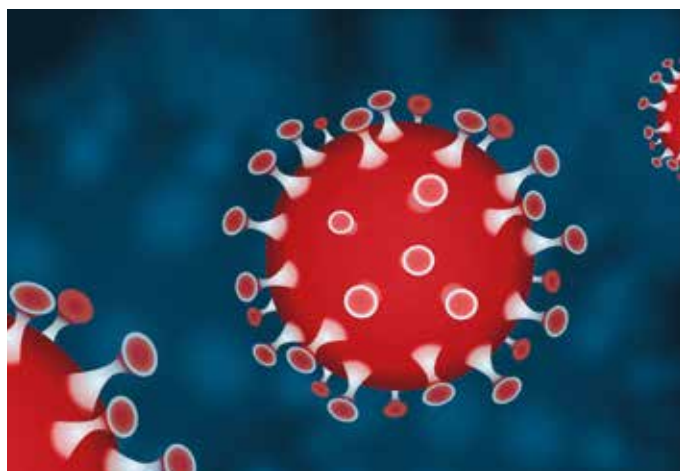


Conférence de presse de début d'année

L'USP a entamé 2020 en invitant les médias à sa conférence de presse de début d'année dans une exploitation agricole. Cette année, l'hôte de la rencontre était Samuel Schwab, éleveur de porcs à Worb (BE). Intitulée « L'agriculture suisse a rendez-vous avec son avenir », la conférence avait pour thèmes la PA22+, le Mercosur, ainsi que les initiatives « Pour une eau potable propre » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse ». L'USP a montré aux journalistes comment tous ces thèmes sont liés entre eux. Samuel Schwab a expliqué quelles seraient les conséquences de l'initiative « eau propre » pour son exploitation.

Coronavirus

À la mi-mars, l'accélération qu'a connue la propagation du coronavirus en Suisse a entraîné un confinement inattendu. Tous les magasins, restaurants, entreprises d'événementiel et autres ont dû fermer. Seules les magasins d'alimentation et les pharmacies ont pu rester ouverts. Même les marchés hebdomadaires n'étaient plus autorisés, et les frontières étaient fermées. Nous avons mis en place un groupe de travail chargé d'examiner les défis que cette situation posait à l'agriculture et de trouver des solutions. Dans la foulée, nous avons créé une nouvelle page sur notre site web. Sans cesse mise à jour tout au long de l'année, cette page comporte un questions-réponses sur la situation liée au coronavirus, les dernières exigences, des documents et des liens pour de plus amples informations. Malgré la pandémie, les marchés agricoles ont bien évolué de manière générale. La valeur de la production est restée assez stable à 11,3 milliards de francs. Le revenu sectoriel a augmenté en raison de la baisse des coûts des intrants. Les ventes dans le commerce de détail et les magasins de fermes ont pris l'ascenseur, tandis que la fermeture des restaurants a frappé entre autres les marchés du vin et de la viande de veau, déjà en difficulté.



Politique agricole 2022+

Le 13 février, le Conseil fédéral a publié son message relatif à la Politique agricole à partir de 2022 à l'attention du Parlement. L'USP a analysé en interne ce message et a discuté de la position à adopter au sein de ses organes ainsi qu'avec ses organisations membres. Entachée d'erreurs et de contradictions, la copie est à revoir de fond en comble pour un secteur agricole et alimentaire tourné vers l'avenir. À l'issue de ce processus, l'USP a recommandé au Parlement de renvoyer le message au Conseil fédéral en posant des exigences claires. En été, la commission chargée

de l'examen préalable au Conseil des États a déposé un postulat pour suspendre les travaux relatifs à cette politique. Par ce biais-là, elle charge le Conseil fédéral de clarifier des questions fondamentales sur l'orientation future de la politique du secteur agricole et alimentaire. L'USP a alors soutenu cette décision. Il en va de même pour l'initiative parlementaire par laquelle le Conseil des États veut réduire les risques liés à l'utilisation de pesticides et aux pertes d'éléments fertilisants.

Lutte contre les initiatives phytos extrêmes

En raison du coronavirus et du nombre de décès qu'il a occasionné, il aurait été de mauvais goût de lancer la campagne de votation quelque peu morbide prévue au départ contre les deux initiatives phytos extrêmes. Nous avons donc organisé un concours avec trois agences. Au final, nous avons retenu une proposition représentant toutes les parties concernées assises sur la même branche d'arbre, une manière éloquente de montrer l'ampleur de la préoccupation. Le visuel et huit messages différents ont ensuite été testés auprès de la population. Sur la base des résultats, il a encore fallu procéder à différents ajustements tant graphiques que textuels.

Entre l'automne et l'hiver, nous avons finalement défini toutes les mesures, clarifié la répartition des tâches entre l'échelon national et l'échelon cantonal, et désigné les responsables pour chacune d'entre elles. La fin de l'année a déjà vu la formation de comités, la recherche de membres et une campagne de distribution de drapeaux pour les fermes. Un groupe d'accompagnement et un comité à part ont pris en charge l'ensemble du travail de la campagne, assurant ainsi à celle-ci un large soutien aussi bien dans la pratique que dans toutes les régions linguistiques. En même temps, de nombreuses actions ont été menées pour financer l'ensemble de la campagne.



Votation sur la loi sur la chasse

Le référendum lancé contre la révision de la loi sur la chasse par des organisations œuvrant pour la protection de l'environnement et des animaux a abouti. À cause du coronavirus, la votation prévue en mai n'a eu lieu qu'en septembre. L'USP s'est engagée aux côtés de ChasseSuisse et du Groupement suisse pour les régions de montagne en faveur de la nouvelle loi. En effet, l'un des grands avantages de celle-ci était de mieux réguler la population des loups, qui grandit rapidement et dont les individus causent toujours plus de dégâts. Après une campagne massive et coûteuse des opposants, la loi a finalement été balayée par une courte majorité. Le taux de participation élevé, qui a fait que les opposants dans les villes et les agglomérations étaient plus nombreux que les partisans dans les régions rurales, explique en définitive ce résultat.

Étude sur les conséquences de l'initiative antipesticides

En collaboration avec différents partenaires, l'USP a chargé Charles Gottlieb, professeur à l'Université de Saint-Gall, de mener une étude sur l'impact qu'aurait l'initiative antipesticides sur l'agriculture et l'industrie alimentaire suisses. Il est apparu que le taux d'auto-provisionnement de la Suisse passerait de 58 % à 42 %. L'étude a aussi montré que le renoncement aux biocides de synthèse entraînerait des problèmes de qualité majeurs dans l'industrie alimentaire et ferait grimper les coûts de production.



Opération Tournesols

Les familles paysannes de Suisse ont planté des tournesols le long des champs pour témoigner à la population leur gratitude et leur solidarité dans la situation extraordinaire liée au coronavirus

Campagne d'information

En 2020, nous avons poursuivi notre campagne d'information, d'une part avec le site web www.agriculture-durable.ch, où figure désormais une page sur les engrais de ferme, et d'autre part avec la page Facebook éponyme. Juste au début du confinement, nous avons aussi lancé une campagne numérique d'un mois mettant en scène une agricultrice avec son fils et un agriculteur avec ses filles. L'idée était de montrer les activités et les succès de l'agriculture dans le cadre de la protection des végétaux, de la biodiversité et de l'usage d'antibiotiques. La campagne d'affiches animées prévues dans les grandes gares a été interrompue, puis relancée avec un autre visuel. Là, les familles paysannes exprimaient leur gratitude pour le regain de confiance dans les produits locaux. La campagne numérique a été répétée à la fin de l'année.



Campagne pour le port de la ceinture de sécurité

Suite aux 46 accidents professionnels mortels survenus en 2018, l'USP a institué un groupe de travail, réunissant des représentants des chambres cantonales d'agriculture, du Service de prévention des accidents dans l'agriculture et des organisations sectorielles, pour améliorer la sécurité. Étant donné qu'un grand nombre d'accidents ont lieu lors du renversement d'un véhicule, la campagne de sensibilisation « Déjà attaché? », portée par de nombreux acteurs, a commencé début 2020 pour une durée de deux ans.

Étiquetage « sans OGM »

Tout vient à point à qui sait attendre ! Une pratique que connaissent l'Allemagne, l'Autriche et la France depuis longtemps est enfin devenue réalité chez nous : après de nombreuses propositions, interventions parlementaires, prises de position et séances, l'USP est finalement parvenue à faire en sorte que la viande, les produits laitiers et les œufs puissent être étiquetés « sans OGM » aussi en Suisse. Depuis mi-2020, de telles étiquettes apparaissent sur les aliments d'origine animale si la nourriture des animaux est exempte de fourrages génétiquement modifiés ou de produits issus de tels fourrages.

Hors-série du magazine ZOOM sur la biodiversité

La promotion de la biodiversité dans l'agriculture faisait partie des thèmes prioritaires de l'USP en 2020. Un hors-série sur le sujet est paru en février à l'attention des familles paysannes. Il a pour but de leur présenter l'utilité des diverses mesures et les soutenir dans la concrétisation de celles-ci. Les organisations membres, les écoles d'agriculture et les services de vulgarisation peuvent obtenir gratuitement ce hors-série ou en télécharger un exemplaire.





Révision de la formation professionnelle initiale

L'évaluation de l'enquête auprès des organisations membres de l'OdA AgriAliForm au printemps 2020 a confirmé l'hétérogénéité de l'agriculture suisse. Pour savoir comment répondre aux diverses exigences dans la formation initiale, de nombreuses discussions ont eu lieu tout au long de l'année. Les résultats d'une journée de réflexion pour la profession d'agriculteur/agricultrice en septembre ont débouché sur un nouveau modèle de formation: un CFC de trois ans encore, mais assorti de spécialisations. Les apprentis pourront aussi effectuer une quatrième année avec une autre spécialisation.

Revaloriser la nourriture

L'USP a lancé une campagne pour redonner aux produits de la nature leurs lettres de noblesse et promouvoir une plus grande tolérance. Les exploitations pratiquant la vente directe ont pu ainsi commander des autocollants gratuits en deux tailles différentes pour signaler des produits qui ne cadrent pas dans les normes habituelles du commerce. Un prospectus ad hoc explique que l'achat de produits imparfaits est un geste important pour lutter contre le gaspillage alimentaire. L'action s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale «SAVE FOOD. FIGHT WASTE», portée par de nombreux acteurs.



Ensemble avec les transformateurs

Alors que les règles en vigueur pendant la situation extraordinaire du coronavirus commençaient à s'assouplir, la campagne «Nous sommes là pour vous» et les ambassadeurs de «Paysans suisses» ont investi les grandes gares de Suisse. Cette action a permis de souligner l'importance d'un approvisionnement alimentaire local en ces temps difficiles. La campagne s'est poursuivie en octobre en collaboration avec les acteurs de la première étape de transformation et l'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort. La population a pu retrouver les têtes d'affiches de cette campagne sur les réseaux sociaux et dans les grandes gares du pays.



Paysans suisses

D'ici, avec passion.

Stratégie de marque « Paysans suisses »

L'évolution actuelle de l'agriculture a incité l'USP à revoir sa stratégie « Paysans suisses ». L'analyse englobe entre autres le positionnement de la campagne, la simplification des messages, ainsi que la coordination des marques. Au cours de ces 20 dernières années, de nombreuses sous-marques ont rejoint la marque commune, comme a-la-ferme.ch, l'École à la Ferme, le Brunch à la ferme du 1^{er} août et les Visites d'étables, qui sont menées de manière plus ou moins indépendante et qui privent la marque commune de sa force d'impact. Une agence de conseil en image de marque accompagne cette révision.

Le Brunch du 1^{er} août a défié le coronavirus

Le Brunch à la ferme du 1^{er} août a tenu tête au coronavirus. En cette année particulière, les mesures restrictives pour empêcher la propagation du coronavirus et, partant, les exigences plus lourdes que d'habitude n'ont pas empêché quelque 150 familles paysannes de convier la population à leur table. Venus des quatre coins de la Suisse, les invités en ont profité pour savourer un retour à la normale le temps d'un repas.



2500 exploitations sur a-la-ferme.ch

La situation extraordinaire du coronavirus a entraîné une accélération des nouvelles inscriptions au projet a-la-ferme.ch et des requêtes sur la recherche de fermes. Le nombre de producteurs en vente directe est passé de 1700 à 2500. Les exploitations arrivées en 2020 prouvent que le potentiel n'est pas encore épuisé. Union maraîchère suisse, IP Suisse, Suisseporcs... toutes ces organisations ont intégré la recherche de fermes « À la ferme » sur leur site web et encouragent depuis lors leurs membres pratiquant la vente directe à y présenter leur offre.

Aperçu de tous les objectifs et de toutes les mesures définies dans le Programme d'activités :



Pour suivre notre actualité, abonnez-vous à notre newsletter ou à notre groupe WhatsApp :



« Nous pouvons nous estimer chanceux »

À Hünenberg (ZG), l'exploitation de la famille Boog s'est spécialisée dans la production de petits fruits et de légumes. La vente directe y occupe une place importante. La situation extraordinaire du coronavirus a eu un impact dans plusieurs domaines.

Jonas Boog ne s'avance pas trop quant aux effets à long terme de la pandémie sur la vente directe: «L'annulation des marchés hebdomadaires ainsi que d'autres influences du confinement ont fait que nous avons eu beaucoup plus de clients à la ferme que d'habitude.» Seul l'avenir lui dira si les nouveaux clients reviendront au printemps prochain. En effet, le confinement est tombé au même moment que la récolte des meilleurs produits de la famille Boog: les asperges et les fraises. Par ailleurs, l'agriculteur sait que le confinement a forcé nombre de personnes à rester en Suisse, et que le beau temps les a encouragées à découvrir la région. En outre, les gens ont eu plus de temps que d'habitude pour faire leurs courses, cuisiner et s'essayer à de nouvelles choses.

Il a fallu réagir vite

Avec ses parents et ses deux frères, Jonas Boog dirige l'exploitation familiale «Buuregarte». Située à Hünenberg (ZG), cette exploitation de près de 20 hectares s'est spécialisée dans la production de petits fruits et de légumes. Dans son magasin de ferme qu'elle tient avec du personnel, la famille Boog propose une grande variété de produits d'origine végétale, dont certains sont peu communs, comme le topinambour, le cardon ou le bimi, un brocoli qui ressemble à une asperge. Elle vend aussi des produits provenant des exploitations alentours ainsi que des fruits et légumes achetés ou importés: «Si nous voulons que les gens viennent régulièrement faire leurs courses chez nous, il nous faut proposer un assortiment assez important.» La famille Boog cherche à fidéliser sa clientèle avec des spécialités de la meilleure qualité. Elle tient d'ailleurs un stand au marché hebdomadaire de Lucerne, et un autre sur l'allée commerçante *Metalli* à Zoug. De plus, elle approvisionne les restaurants et les commerces de détail.

La famille Boog a donc été mise à rude épreuve à bien des égards pendant le confinement, lorsque, de manière inopinée, elle s'est retrouvée privée de deux canaux de vente importants: les marchés et les restaurants. Pour écouler ses produits malgré tout, il a fallu agir vite et se montrer créatif. Elle a tout d'abord dressé sans attendre son stand sur l'exploitation, puis elle s'est dotée en deux temps trois mouvements d'un magasin en ligne. Cette idée lui trottait déjà depuis un bon bout de temps dans la tête: le coronavirus a permis de la concrétiser. «Nous nous sommes vite rendu compte que la mise en œuvre, c'est-à-dire la préparation et la livraison



Jonas Boog au magasin de ferme de l'exploitation «Buuregarte»

de commandes individuelles, demande beaucoup de travail. Pour tenir la cadence, nous avons dû embaucher plus de personnel. Cette période était très exigeante et très mouvementée», se rappelle Jonas Boog. Un couple d'amis restaurateurs, à qui les Boog fournissaient des produits en temps normal, sont venus en renfort. Lui faisait à manger pour tous, elle aidait au magasin de ferme.

L'embauche de personnel a bien marché

Sur son exploitation, la famille Boog a toujours besoin de beaucoup de personnel. Selon la saison, elle emploie entre 20 et 80 collaborateurs. «Jusqu'à présent, nous avons eu beaucoup de chance pour ce qui est de la main-d'œuvre», affirme Jonas Boog avec conviction. Beaucoup travaillaient déjà pour les Boog avant la fermeture des frontières en mars. Et même après, les interventions des associations professionnelles ont permis à la plupart d'entrer en Suisse avec les documents nécessaires. Jonas Boog admet que les restrictions sont presque plus difficiles maintenant avec les règles de quarantaine qu'elles ne l'étaient au printemps 2020. Mais l'embauche a finalement été possible, et l'année agricole en elle-même s'est montrée favorable pour les agriculteurs. Au vu des nombreux employés et le flot ininterrompu des clients, le défi de la famille Boog est d'éviter la contagion sur l'exploitation. «Par chance, nous n'avons eu aucun cas à déplorer jusqu'à présent.»

Et qu'espère Jonas pour l'avenir? Il réfléchit un bref instant avant d'annoncer: «Ce serait super si nous, les praticiens de la vente directe, savions que nous sommes parvenus à présenter ne serait-ce qu'à quelques personnes l'importance de la production régionale et indigène, et qu'elles se souviendront encore de nous lorsque la situation se sera apaisée.»

Aperçu de l'année agricole
(résumé du LID):



L'USP en quelques chiffres

Effectif en personnel

Au 31 décembre 2020, l'USP occupait 128 personnes, dont 56 emplois à plein temps. Parmi elles, neuf effectuaient un apprentissage d'employé-e de commerce. Les femmes représentaient 58% de l'effectif. Les employés du groupe Agrisano et de l'OCA ne sont pas pris en compte dans les effectifs. Environ 220 autres personnes travaillaient dans ces deux organisations.

Revue de direction et analyse des risques

Les thèmes prioritaires pour l'agriculture et internes à l'USP, que l'Assemblée des délégués avait approuvés en 2019, ont servi de repères pour l'exercice 2020. L'USP a réussi à atteindre la plupart de ses objectifs, comme l'a montré la revue de direction réalisée en janvier 2021. Les objectifs fixés et les résultats atteints par thème prioritaire et par tâche spéciale de 2020 sont également disponibles en ligne. Dans le cadre de son analyse des risques, l'USP s'est intéressée non seulement au contexte général (société, politique, commerce, consommateurs), mais aussi à ses effets potentiels sur l'association et le contexte interne (secrétariat, organes, organisations membres et familles paysannes).

Contrôle des comptes 2020

Le contrôle des comptes est assuré par la société BDO SA (Argovie) en qualité d'organe de révision légal ainsi que par l'organe de révision interne, constitué de Bernard Leuenberger (Chambre d'agriculture du Jura bernois, Renan), Daniel Blättler (secrétaire des chambres uranaise, nidwaldienne et obwaldienne d'agriculture) et d'Urs Werder (membre du comité des PSL).

Évaluation économique

L'USP finance deux tiers de ses charges par la facturation de services ou des recettes internes. Ce ratio se montre stable depuis des années et a même connu une légère progression. Les contributions à la surface ne soulèvent aucune objection, et les délégués ont entériné la surface agricole utile comme base de calcul en 2019. Un nouveau système d'encaissement régleme les contributions liées aux produits jusqu'en 2021. Pour la période 2022-2025, celles-ci seront redéfinies sur la base de la part moyenne de la production finale au cours des trois dernières années. L'encaissement des contributions de l'économie animale, assuré par Identitas SA sur la base d'un mandat, a une nouvelle fois fait ses preuves. Le montant total des contributions liées aux produits est inférieur à l'objectif de 2,27 millions de francs à cause de l'absence du secteur maraîcher. En raison de réaffectations et d'ajustements, la contribution des « autres organisations » a été revue à la hausse. Dans le plan financier des années à venir, il est souligné qu'une gestion stricte des coûts, la participation de toutes les filières, le développement de nouvelles sources de revenus ainsi que la remise en question des prestations fournies sont nécessaires pour maintenir l'équilibre financier.

Extrait des comptes annuels

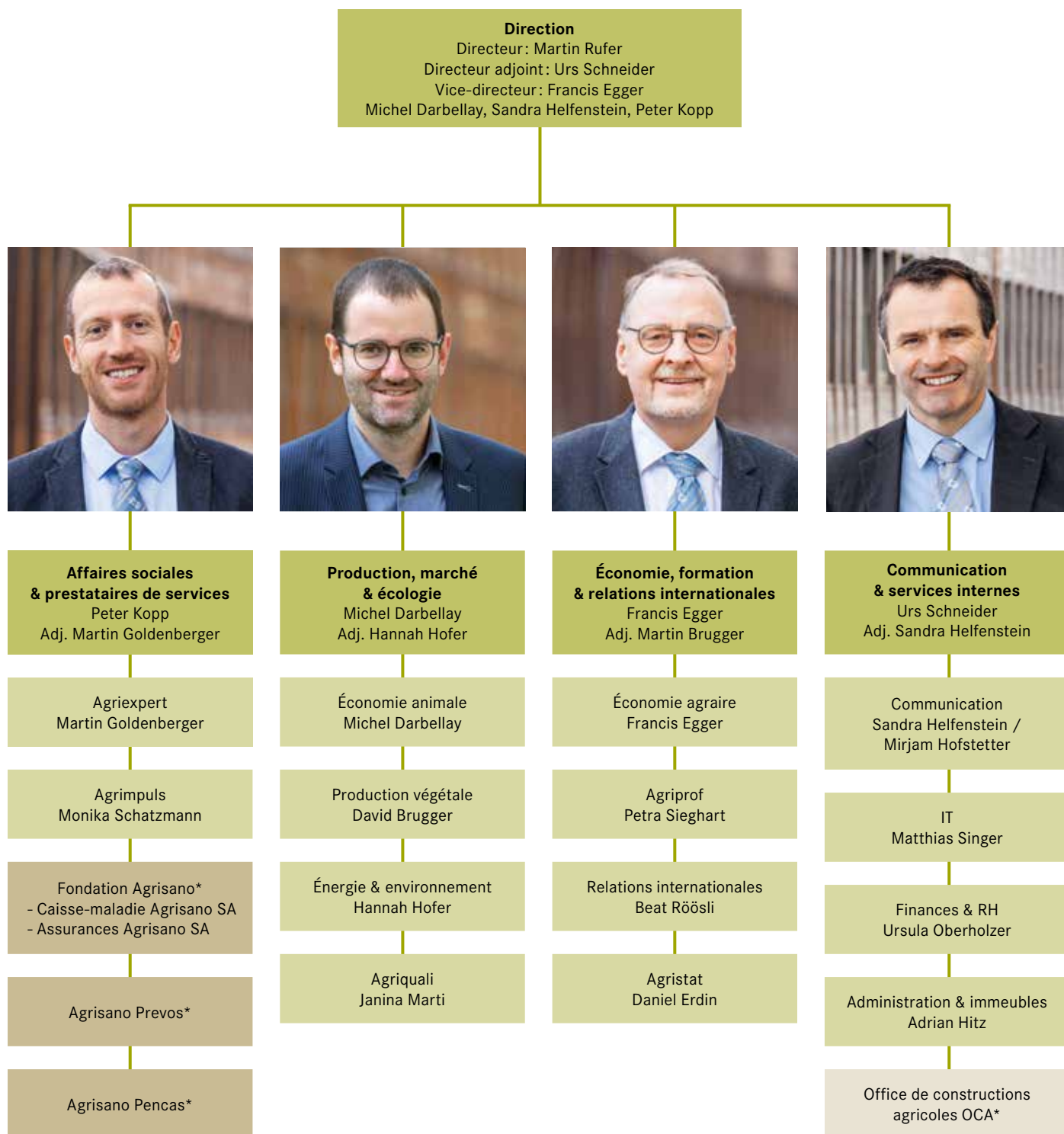
Compte de résultat

	2020	2019
Contributions	5 943 144	5 713 430
Subsides provenant de fonds	340 000	443 000
Produit des services	9 062 683	9 466 888
Revenus immobiliers	343 269	355 336
Autres produits	1 545 793	1 568 082
Produit net des livraisons et des prestations	17 234 889	17 546 736
Charges d'exploitation	- 3 418 735	- 3 048 714
Résultat brut	13 816 154	14 498 022
Charges en personnel	- 10 844 282	- 11 105 288
Autres charges d'exploitation	- 2 937 095	- 2 745 479
Amortissements	- 277 651	- 279 256
Résultat d'exploitation avant intérêts et impôts	- 242 874	367 999
Résultat financier	- 5 119	- 4 950
Résultat exceptionnel, unique ou hors période	251 248	- 382 653
Impôts directs	- 61 259	- 16 369
Déficit/bénéfice	- 58 004	- 35 973

Bilan

	31.12.2020	31.12.2019
Actifs		
Actif circulant	6 537 838	7 074 828
Actifs immobilisés	8 789 375	9 052 794
Actif des fonds	19 694 067	18 747 911
Total	35 021 280	34 875 533
Passifs		
Capital étranger à court terme	1 624 649	1 659 165
Capital étranger à long terme	13 471 714	14 179 604
Actif des fonds	19 694 067	18 747 911
Capital de l'association	230 850	288 853
Total	35 021 280	34 875 533

Le secrétariat de l'USP



Tous les collaborateurs de l'USP:



- Départements
- Divisions
- Fondations et SA
- Coopérative

* Personne juridique propre, pas soumise directement à la direction opérationnelle

« J'espère qu'on appréciera davantage notre travail »

Meinrad Pfister est président de Suisseporcs et membre du Comité de l'Union suisse des paysans. Il prend part à notre groupe de travail sur la politique agricole.

En 2020, le Parlement a débattu de l'évolution future la politique agricole à partir de 2022 (PA22+). L'USP a mené avec succès une campagne pour que le dossier soit suspendu. Pourquoi ?

En l'état, le message du Conseil fédéral est un tissu de non-sens: il entraîne des pertes de revenus de 265 millions et réduit le taux d'auto-apvisionnement de 8%. La diminution promise de la charge administrative pesant sur les familles paysannes se fait encore attendre. Le gouvernement poursuit l'extensification à tout-va de l'agriculture, sans tenir compte des revenus et de l'auto-apvisionnement, alors que la Constitution l'y oblige. C'est pourquoi le Parlement demande à juste titre une révision de ce message.

Ce message sur la PA22+ comportait quand même de bons points. Sont-ils eux aussi suspendus ?

Non, le Parlement les a inclus dans une initiative parlementaire et une motion de commission. Par ailleurs, des ajustements sont aussi possibles au niveau des ordonnances. En parallèle, de nombreux bons projets sont

mis en œuvre sur une base volontaire. L'agriculture suisse accomplit beaucoup plus que ce que les gens sont amenés à croire. Elle n'a pas besoin d'être réformée tous les quatre ans.

Dans leur postulat, les parlementaires exigent un rapport sur le développement de la politique agricole. Quel est l'intérêt ?

Dans ce rapport, le Conseil fédéral doit indiquer la direction dans laquelle l'agriculture, voire toute l'industrie alimentaire suisse, doit se développer et comment il entend traiter tous les objectifs contradictoires. Ces éléments ne figurent pas dans le message actuel. C'est comme si chaque service de l'Office fédéral de l'agriculture et des autres autorités avait travaillé de son côté.

En ce qui concerne les deux initiatives pour l'eau potable et anti-pesticides, les Chambres fédérales ont adopté une autre initiative parlementaire, comprenant une trajectoire de réduction des risques liés à l'utilisation de pesticides et des pertes d'éléments fertilisants. À quoi l'agriculture doit-elle s'attendre ?

Pour ce qui est des risques liés aux pesticides, les choses sont déjà bien avancées. Dans ce cadre, les producteurs doivent continuer à fournir des efforts importants. Cependant, je suis convaincu que nous parviendrons à atteindre l'objectif de réduire les risques de 50%. Pour ce qui est des éléments fertilisants, nous sommes encore au début, et les données de base sont insatisfaisantes. Il faut un peu plus de temps pour être en mesure de faire un travail sérieux. Il en résultera une plus grande transparence, c'est inévitable. Cependant, la charge administrative ne saurait augmenter de manière disproportionnée.

Qu'espérez-vous pour 2021 ?

J'espère que la population rejettera clairement les initiatives phytos extrêmes et qu'elle appréciera davantage le travail exigeant que fournissent jour après jour nos familles paysannes.



Meinrad Pfister, Président de Suisseporcs

En savoir plus sur les travaux dans les organes :



Le Comité



Markus Ritter
Président



Anne Challandes
Vice-présidente



Fritz Glauser
Vice-président



Hans Frei
Vice-président



Claude Baehler



Jürg Bärtschi



Vincent Boillat



Ursula Egli



Pierre-André Geiser



Sem Genini



Willy Giroud



Maja Grunder



Ursin Gustin



Martin Haab



Alois Huber



Markus Kretz



Jakob Lütolf



Dominique Maigre



Stefan Müller



Christophe Noël



Meinrad Pfister



Thomas Roffler



Hans Jörg Rüeeggsegger



Andreas Vögtli



Fritz Waldvogel

Les membres de la
Chambre suisse d'agriculture :



Premiers moments forts 2021



Préparation et lancement de la campagne de votation

Les premières semaines de l'année, la préparation de la campagne de votation contre les initiatives phytos extrêmes a encore fait l'objet de travaux assidus. Dans toute la Suisse, les familles paysannes ont hissé des drapeaux pour montrer qu'elles considèrent que les initiatives vont trop loin et représentent une grande menace pour la production régionale. Le 9 mars, soit plus de trois mois avant la votation, le comité national contre les deux initiatives a organisé une conférence de presse à Berne et une manifestation d'accompagnement à Lausanne pour lancer la campagne de votation officielle. À cette occasion, Gerhard Pfister, conseiller national et président du Centre, Marco Chiesa, conseiller aux États et président de l'UDC, Fabio Regazzi, conseiller national et président de l'Union suisse des arts et métiers, Isabelle Moret, conseillère nationale et présidente de la Fédération des Industries Alimentaires Suisses, Damian Müller, conseiller aux États et président l'Association suisse des fabricants d'aliments fourragers, Colette Basler, membre du Grand Conseil argovien, Anne Chalandes, présidente de l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales, et Markus Ritter, conseiller national et président de l'USP, ont donné un discours. Les activités sur Facebook, Instagram et Twitter ont débuté dans la foulée. Le début de l'année a aussi marqué la mise en production d'une large gamme d'outils de communication. Des affiches, des panneaux, des bâches, des dépliants, des autocollants et des modèles d'annonces ont été élaborés, et des berlingots de jus de pommes distribués. Enfin, de nouveaux membres ont rejoint les comités nationaux et cantonaux, et la mise en œuvre des activités prévues a été planifiée.

Postulat sur l'orientation future de la politique agricole

Pour concrétiser le postulat adopté par le Conseil des États sur l'orientation future de la politique agricole, l'USP a rédigé un rapport, approuvé par le Comité. Dans ce rapport, l'USP détermine le sens qu'ont pour

elle les points du postulat et propose des mesures appropriées pour les mettre en œuvre. Elle espère par exemple qu'il ne sera désormais plus question que de politique agricole, mais aussi de politique alimentaire générale, qui englobe tous les acteurs de la chaîne alimentaire.

Train d'ordonnances 2021

Cette année encore, les ordonnances touchant à la politique agricole actuelle feront l'objet de quelques ajustements. La Confédération a mis en consultation des projets de modification de onze ordonnances du Conseil fédéral et une du DEFR. La plupart des nouvelles dispositions entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2022. L'USP a pris position en tenant compte des commentaires reçus des organisations membres.



Concrétisation de l'initiative parlementaire

Alors que l'initiative parlementaire visant à réduire les pertes d'éléments fertilisants et les risques découlant de l'utilisation de pesticides faisait encore l'objet de débats houleux au Parlement, l'USP a déjà discuté des mesures envisageables pour la mettre en œuvre. Accompagnée de diverses institutions de recherche, elle a tenté de déterminer l'ampleur de la contribution des mesures à chaque réduction. L'USP organise des séances avec les représentants de diverses organisations de producteurs pour discuter de la faisabilité des mesures envisagées et de la suite des opérations. Le Conseil national a finalement adopté l'initiative au terme de la session de printemps.

Obligation d'utiliser des pendillards

En février 2020, le Conseil fédéral a décidé de rendre obligatoires, à partir de 2022, les méthodes d'épandage diminuant les émissions par leur intégration dans l'ordonnance sur la protection de l'air. Aujourd'hui, plus de 40% du lisier est déjà épandu avec de telles méthodes. À noter toute-

fois que ce sont en premier lieu les grandes exploitations aux parcelles plates qui ont opté pour les pendillards. Pour les petites exploitations, les coûts supplémentaires augmenteraient. Dans certains cas, il faudrait même utiliser deux systèmes en fonction de la déclivité des terres. De nombreuses exceptions, qui ne pourraient être gérées qu'au prix d'un effort administratif colossal, seraient à prévoir. Comme l'effet dépend en plus beaucoup du moment de l'épandage, l'USP a soutenu la motion Hegglin. Au lieu d'une obligation, celle-ci préconise le maintien des systèmes d'incitations déjà en place. Au moment de la mise sous presse du présent rapport, la décision était encore en suspens.



Rapport « Potentiel de certaines grandes cultures en Suisse »

Les nouvelles tendances alimentaires et le débat sur le climat montrent que la nourriture est un sujet de société. Pour savoir comment l'agriculture peut profiter de ces évolutions, l'USP a rédigé un rapport sur le potentiel de toutes les grandes cultures pertinentes. Ce rapport analyse chaque culture en fonction de l'évolution des surfaces de production et des quantités produites, des défis agronomiques, des flux de marchandises (import-export), de la protection douanière et de la rentabilité. Il apparaît que nombre de ces cultures recèlent un grand potentiel. Pour en tirer pleinement parti, certains ajustements sont nécessaires. À cet effet ont été définies cinq recommandations concrètes d'action.



Accords de libre-échange

En raison du coronavirus, la Confédération a pris du retard dans les négociations. L'accord de libre-échange avec le Mercosur a été conclu, mais pas encore approuvé. L'USP s'est engagée dans une coalition pour s'assurer que les concessions ne nuisent pas à l'agriculture et que des objectifs contraignants de durabilité sont fixés. Malgré tout, Uniterre a lancé un référendum contre l'accord de libre-échange avec l'Indonésie. L'USP estime qu'il n'en aurait pas été nécessaire. En effet, la faitière agricole a là aussi fait en sorte que le colza suisse reste protégé de l'huile de palme bon marché et que l'huile de palme importée remplisse des exigences strictes en matière de durabilité à l'avenir. Le 7 mars 2021, le peuple a adopté cet accord à une très courte majorité. Par la suite, l'USP a veillé à ce que les promesses faites en matière de durabilité soient également mises en œuvre de manière stricte. L'accord avec l'Indonésie servira de modèle pour tous les autres accords à venir.



Couverture sociale

Un groupe de travail a planché sur une campagne de sensibilisation visant à améliorer la couverture sociale des paysannes et des partenaires travaillant sur l'exploitation. Le lancement de cette campagne est prévu pour octobre.

Vous pouvez suivre notre actualité ici:



Version en ligne et PDF



Contact

Union suisse des paysans
Laurstrasse 10 | 5201 Brugg
Téléphone 056 462 51 11 | info@sbv-usp.ch

www.sbv-usp.ch

Rapport annuel 2020

Publication N° 247,
Supplément spécial « Agri », 7 mai 2021

ISSN 1661-8378